Discours de Carole Canette, Maire de Fleury les Aubrais

Cérémonie du 11 novembre 2026

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture,
Madame la conseillère départementale, Chère Marie-Agnès
Monsieur le conseiller départemental, Cher Grégoire
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs les représentants des autorités civiles et militaires,
Mesdames et Messieurs les présidents des associations d'anciens combattants,
Mesdames et Messieurs les porte-drapeaux,
Chers enfants et enseignants de la classe Défense du collège André Chêne,
Chers enfants, chères Fleuryssoises, chers Fleuryssois

Le 11 novembre 1918, à onze heures, le clairon a sonné sur toute la ligne de front. Et puis il y a eu le silence. Un silence que les hommes n'avaient plus entendu depuis quatre ans.

Ici, à Fleury-les-Aubrais, les cloches ont sonné. On s'est embrassé sur la place. Et dans bien des maisons, on a refermé les volets, parce que celui qu'on attendait ne reviendrait pas.

Regardez ce monument. Regardez les noms gravés. Lisez-les un jour, lentement. Vous y trouverez des noms que portent encore des familles Fleuryssoises. Vous y trouverez parfois deux fois, trois fois le même : des frères, des cousins.

Ils étaient agriculteurs, ouvriers, instituteurs, employés. Ils avaient vingt ans, trente ans. Ils avaient un métier, une fiancée, des enfants, une récolte à rentrer. Aucun n'était né pour devenir un héros. La République les a appelés, et ils sont venus.

Avec eux sont venus des hommes de bien plus loin. Des tirailleurs du Sénégal, d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, de Madagascar. Des travailleurs d'Indochine. Beaucoup n'avaient jamais vu la France avant de mourir pour elle. Ils reposent dans la même terre que les nôtres. Qu'on s'en souvienne, les jours où certains voudraient trier les Français selon leur origine.

Et derrière eux, il y avait les femmes. Celles qui ont tenu les fermes, les usines, les écoles, les hôpitaux. Celles qui ont élevé seules les enfants. La France a tenu parce qu'elles ont tenu. Elle a pourtant attendu vingt-six ans de plus pour leur donner le droit de vote.

Voilà ceux que nous honorons ce matin. Des soldats, et tout un peuple derrière eux. Un million quatre cent mille morts. Des millions de blessés, de mutilés, de veuves, d'orphelins.

Dans l'épreuve, une idée simple a grandi : quand un pays demande tout à ses enfants, il leur doit en retour sa protection. Cette idée porte un nom, la solidarité nationale. Une génération plus tard, au sortir d'une autre guerre, elle a donné la Sécurité sociale. Elle fait partie de notre héritage, autant que la victoire.

Je veux prononcer ce matin un nom, qui n'est gravé sur aucun monument aux morts. Celui de Jean Jaurès. Il a été assassiné le 31 juillet 1914, trois jours avant la guerre, parce qu'il voulait l'empêcher. Il n'avait rien d'un naïf. Il voulait une armée forte, une armée de citoyens. Mais il savait ce qu'une guerre européenne coûterait aux peuples. On l'a traité de traître. L'histoire lui a donné raison.

Aimer la paix n'a jamais été manquer de courage. Jaurès disait à la jeunesse : « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. »

Alors disons-la.

La vérité, c'est que la guerre est revenue. En Europe et bien au-delà.

Depuis plus de quatre ans, l'Ukraine résiste à l'invasion russe. Ces derniers jours encore, des drones ont frappé une gare pleine de voyageurs, une école où des familles venaient chercher de l'aide. Nos arrière-grands-parents reconnaîtraient ces tranchées et cette boue. Actuellement, des négociations se tiennent à Abou Dabi. Nous espérons tous qu'elles aboutiront.

Je pense aussi à Gaza, où des familles entrent dans l'hiver sous des tentes inondées, au milieu des ruines ou encore au Soudan, au Liban et j'en passe.

Partout la même leçon : quand le droit recule, la loi du plus fort s'installe et ce sont les peuples qui paient.

Oui, la France doit pouvoir se défendre, et l'Europe avec elle. Je salue les femmes et les hommes de nos armées, et la mémoire de tous ceux qui, depuis 1918, sont morts pour la France. Mais la force ne se suffit pas. Elle sert la paix, la liberté, la dignité humaine.

Et chez nous, en France, cet automne, la colère est dans la rue. Depuis des semaines, des lycéens, des salariés, des retraités, manifestent. Cette colère est légitime. Les premières réponses sont venues cette semaine. Il en faudra d'autres, et de plus grandes.

Mais je veux dire aussi ce qui a abîmé ce mouvement. Le 17 octobre, des mairies, des services publics et des commerces ont été attaqués, dégradés ou pillés. Des agents ont été mis en difficulté, des élus menacés, des professionnels empêchés de travailler. À toutes celles et tous ceux qui ont été touchés, nous exprimons notre solidarité. La violence le salit, et elle sert toujours ceux qui ne veulent rien changer.

Et puis il y a eu Trappes. Le 23 octobre, un homme a tiré sur des passants, par haine raciste. Sept blessés, dont une enfant. Un mort : Pengo Bossio Wangi, vingt-six ans, tué en pleine rue.

Je prononce son nom devant ce monument, où sont gravés ensemble des hommes de toutes origines, morts pour le même pays. Le racisme et l'antisémitisme sont la négation de la France.

Entre ceux qui cassent et ceux qui haïssent, il y a l'immense majorité des Français. Ils veulent grandir, apprendre, travailler, être en sécurité, vivre en paix avec leurs voisins. C'est à eux que la République doit répondre.

Dans six mois, la France choisira son avenir. Le débat sera vif, et c'est tant mieux. Mais on ne bâtit rien de durable en dressant les Français les uns contre les autres. Les hommes dont les noms sont gravés ici étaient croyants ou libres penseurs, de droite ou de gauche, ouvriers ou patrons. Ils ont tenu ensemble.

La République est une promesse, et une promesse se tient. Dans une école qui donne sa chance à chaque enfant. Dans un hôpital qui soigne sans demander ce que l'on gagne. Dans un salaire qui permet de vivre. Dans une laïcité qui protège la liberté de croire comme celle de ne pas croire.

Quand la promesse est tenue, la République est forte. Quand elle ne l'est plus, la colère monte, et les marchands de haine s'engouffrent.

Faire société, cela se joue d'abord ici, à l'échelle d'une commune. Dans une association, un club de sport, un conseil d'école, une amicale d'anciens combattants. Chaque fois que quelqu'un donne de son temps pour les autres.

Cela se joue ce matin même. Nous n'avons ni le même âge, ni le même métier, ni les mêmes opinions. Et nous sommes là, côte à côte, devant les mêmes noms.

Aux enfants et aux jeunes qui sont avec nous, je veux dire merci. Ces noms sont à vous, maintenant. Les derniers poilus nous ont quittés depuis longtemps. Il n'y a plus de témoins. Il n'y a plus que nous. La mémoire est devenue une affaire de volonté.

Vous n'héritez d'aucune haine. Vous héritez d'une exigence. La paix se défend. La liberté s'entretient. La fraternité se pratique, tous les jours.

Dans un instant, nous ferons silence. Le même silence qu'à onze heures, le 11 novembre 1918. Que chacun y mette une pensée pour eux. Et une résolution pour nous : rester un peuple uni, et nous montrer dignes d'eux.

Vive la paix.
Vive la République.
Vive la France.